

L'acceptation de la dictature

écrit par Gilles La Carbona | 25 septembre 2024



Screenshot

Les éternelles pleureuses se font un devoir d'asséner qu'il est nécessaire de donner une chance à ce gouvernement Barnier et qu'un procès d'intention serait malhonnête.

Pour quelle raison objective faudrait-il accorder un sursis à un gouvernement illicite, constitué d'hommes et de femmes qui ont été rejetés par les urnes ?

Barnier n'a aucune légitimité, il n'est là que parce que Macron l'a nommé, mais il n'est pas à ce poste pour sa victoire aux législatives. Ce détail, certes gênant dans un régime qui prétend afficher des vertus démocratiques, est masqué depuis son arrivé, éludé au profit d'une pseudo capacité de rassemblement qu'il incarnerait, en homme providentiel. À ce titre, et bardé de cette qualité que seul Macron lui a décernée, cela vaudrait blanc-seing et perpétuelle indulgence.

La réalité dérange une fois de plus, donc on l'évite, on fait comme si les urnes avait été favorables à la macronie. Macron n'a fait que prolonger son désir de ne pas tenir compte du résultat des élections. Voir encore des ministres issus de son camp, telle que l'indéboulonnable **Agnès Pannier-Runacher**, bardée de casseroles qui ne l'empêchent nullement de durer, est une insulte, tout autant que la marque du mépris le plus total pour le vote des Français. Sans parler du nouveau Ministre du budget, **Antoine Armand**, qui glorifie le bilan désastreux de Bruno Le Maire, on rêve, tout en expliquant qu'il veut bien discuter avec l'extrême gauche mais pas avec le RN : on ne rêve plus, on hallucine.

Le RN se gausse d'être l'arbitre de cette cacophonie, il n'y a pas de quoi s'en glorifier. Deux fois cocu dans cette histoire il s'apprête en ne censurant pas immédiatement ce gouvernement illégitime, à l'être une nouvelle fois. **Son rôle doit être celui d'un juge et à ce titre, il doit rétablir l'ordre des choses et l'honneur des Français, de droite comme de gauche qui ont été écartés par un pouvoir qui n'a plus rien de démocratique.** Mais il semblerait que l'attentisme soit de mise. À force de s'échiner à paraître comme le gendre idéal, le RN en perd sa crédibilité et ses électeurs et même une partie de ses cadres fustigent une

attitude incompréhensible. La réalité des urnes serait-elle impossible à imposer en France ? Et le vouloir serait-il devenu un crime de lèse-majesté ? **Continuer à reculer sous le prétexte fallacieux que se dresser contre Macron c'est se heurter à sa meute de journalistes et risquer d'être montré du doigt, c'est valider la posture de Macron, faite d'irrespect et de mépris.**

Laisser Barnier gouverner ne serait-ce que quelque mois, c'est entériner le processus macronien qui veut qu'on choisisse un gouvernement sans tenir compte du bilan des urnes. Quand bien même ce résultat conduirait à une contorsion, ou même une impossibilité, il doit être respecté. *Mais c'est impossible* vont nous asséner les fervents supporters de l'union de la carpe et du lapin.

Alors, peut-être que le problème vient d'ailleurs ? Se poser la question serait commencer à trouver la solution, mais encore faut-il oser. Cela ne serait-il pas constitutif des alliances contre nature faites pour entraver un résultat clair, tripatouillage possible grâce à un mode de scrutin qui ne satisfait plus à ce besoin de transparence et d'équité. D'un président qui depuis 7 ans fait ce qu'il veut sans être contrôlé, en totale roue libre, ayant concentré tous les pouvoirs dans sa seule main, empêchant tout débat démocratique d'avoir lieu, et écartant systématiquement le peuple jugé, soit dangereux soit sot.

Face au contexte inextricable issu des législatives il n'y a aucune réflexion en profondeur sur l'état et le rôle de nos institutions, là encore sujet tabou ! **Barnier n'est pas ce lien d'unité, c'est un macroniste et à ceux qui soutiendront qu'il est impératif de débloquer la situation et d'accepter ce choix, nous leur rétorquerons que c'est effectivement souhaitable mais en respectant un minimum l'ordre que les institutions imposent, à savoir : honorer le verdict d'une élection.** Trop compliqué à comprendre sans doute. Que ces mêmes artisans du compromis répondent comme nous à ces

questions : Les LR et les macronistes ont-ils recueilli le plus de voix ? Non. Ont-ils le plus de députés à l'Assemblée nationale ? Non. Doivent-ils donc gouverner...NON. C'est un peu comme si on regardait des squatteurs investir notre appartement en se disant qu'il faut leur laisser une chance car après tout ils feront peut-être de bons locataires, on ne sait jamais.

Si notre système électoral ne permet pas de dégager une majorité légitime c'est donc lui le problème, mais vouloir nous vendre Barnier comme LA chance de concorde nationale c'est tout simplement se moquer des électeurs. Le RN doit censurer ce gouvernement pour forcer Macron à accepter la logique des urnes ou se pencher sérieusement sur le mode de scrutin devenu obsolète, mais certainement pas en l'autorisant à faire ce qu'il a envie comme un enfant capricieux. Au RPF, nous avons préconisé, comme en Angleterre, un scrutin législatif proportionnel à un seul tour. La macronie n'a plus à gouverner ce pays. Et ce gouvernement n'a pas à être soutenu. Il est illégitime, il doit être censuré.

<https://rassemblementdupeuplefrançais.com.wordpress.com>

https://t.me/R_P_France

Par **Gilles La-Carbona** : secrétaire national du RPF au suivi de la vie parlementaire

□

□